
Direction de l'évaluation environnementale des projets terrestres

**Deuxième série de questions et commentaires
pour la variante au projet à 735 kV de la
Chamouchouane–Bout-de-l'Île
sur les territoires du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Mauricie,
de Lanaudière, des Laurentides, de Laval et de Montréal
par Hydro-Québec TransÉnergie**

Dossier 3211-11-105

Le 9 septembre 2014

***Développement durable,
Environnement et Lutte
contre les changements
climatiques***

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|------------------------------------|---|
| INTRODUCTION..... | 1 |
| 1. DESCRIPTION DU PROJET | 1 |
| 2. AGRICULTURE | 1 |
| 3. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE..... | 2 |
| 4. CLIMAT SONORE | 2 |
| 5. CHAMPS ÉLECTROMAGNÉTIQUES | 4 |
| 6. FAUNE | 5 |
| 7. FLORE | 5 |
| 8. MESURES D'URGENCE..... | 5 |
| 9. MILIEUX BOISÉS ET HUMIDES..... | 6 |
| 10. SÉQUENCE D'ATTÉNUATION | 8 |
| 11. DIVERS | 9 |

INTRODUCTION

Le présent document comprend des questions et des commentaires adressés à Hydro-Québec TransÉnergie dans le cadre de l'analyse du complément de l'étude d'impact sur l'environnement qui présente une variante du projet à 735 kV de la Chamouchouane-Bout-de-l'Île. Ce document découle de l'analyse réalisée par la Direction de l'évaluation environnementale des projets terrestres en collaboration avec les unités administratives concernées du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) ainsi que de certains autres ministères et organismes. Cette analyse a permis de vérifier si les exigences de la directive du ministre et du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (chapitre Q-2, r. 23) ont été traitées de façon satisfaisante par l'initiateur de projet.

QUESTIONS ET COMMENTAIRES

1. DESCRIPTION DU PROJET

- QC2V-1** Le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles recommande d'inclure à la section portant sur la mise en contexte et la justification, une figure tenant sur une page ou deux présentant l'emplacement sur le territoire du nouveau poste et des lignes de transport associées ainsi que les infrastructures évitées par l'adoption de cette variante.
- QC2V-2** Préciser, à l'aide d'un plan, la localisation et le nombre des départs souterrains des lignes à 25 kV qui seraient mis en place pour alimenter le développement domiciliaire Urbanova.
- QC2V-3** Veuillez préciser les dimensions du fossé qui serait aménagé autour du poste et ajouter l'aménagement de ce dernier parmi les étapes de construction du poste. Par ailleurs, en se référant au tableau 5.3, dans les critères d'évaluation sur les « aspects techniques et économiques », il serait pertinent d'ajouter l'aménagement du fossé autour du poste.
- QC2V-4** Le poste de Duvernay n'étant plus alimenté par la ligne 735 kV Chamouchouane, préciser si cette modification aura des répercussions sur la déviation du circuit 7017 (Jacques-Cartier-Duvernay) vers le poste du Bout-de-l'Île.

2. AGRICULTURE

- QC2V-5** Le complément portant sur la variante nous indique qu'il sera nécessaire de construire un nouveau chemin d'accès au nouveau poste d'une largeur de 20 m sur une longueur de 1,6 km. Si tel est le cas, est-ce que vous pouvez préciser la localisation de ce nouvel accès et préciser l'impact que celui-ci aura sur le milieu

agricole? De plus, on indique à la page 5-16 qu'on empruntera en « grande partie » les chemins existants pour accéder aux sites d'implantation des pylônes. Est-ce que cela laisse sous-entendre que de nouveaux chemins pourraient être construits? Si oui, quel serait l'impact sur la zone agricole?

QC2V-6 Est-ce qu'Hydro-Québec pourrait indiquer à quel stade en sont les démarches visant à obtenir les autorisations de la Commission de protection du territoire agricole et quelle sera la superficie qui fera l'objet de cette autorisation?

QC2V-7 Est-ce que l'initiateur pourrait préciser le nombre d'hectares en zone agricole qui serait touché par cette variante du projet? De plus, il devrait fournir davantage d'information sur la justification du tracé de la nouvelle ligne à 735 kV qui rejoint le poste Judith-Jasmin. Il semble que l'initiateur n'a pas évité le tracé oblique comme recommandé dans le protocole d'entente qu'il a signé avec l'Union des producteurs agricoles. Dans un tel cas, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) est d'avis que le nouveau tracé de la ligne à 735 kV pourrait être modifié pour longer la zone industrielle (au sud) où il y a déjà une ligne à 735 kV et une ligne à 120 kV ou la lisière boisée au nord du poste afin d'éviter de couper les terres de la gazonnière.

QC2V-8 Le MAPAQ tient à souligner que la variante proposée au projet aura un impact majeur sur le territoire et les activités agricoles comparativement au projet initial. Il considère qu'Hydro-Québec n'a pas démontré que le site choisi pour construire le nouveau poste Judith-Jasmin est celui de moindre impact. D'autant plus que le territoire concerné par cette variante au projet se trouve dans un milieu agricole dynamique où des productions agricoles à forte valeur ajoutée (gazonnière) sont situées.

3. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

QC2V-9 Le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) est d'avis que le document complémentaire portant sur la variante présente bien l'objectif du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) de protéger 17 % du territoire du Grand Montréal et l'identification des bois et corridors forestiers comme moyen d'y arriver. Cependant, la carte 3-2 identifie les « boisés d'intérêt métropolitain », or ceux-ci correspondent plutôt à l'ensemble du couvert forestier identifié au PMAD et non aux bois et corridors forestiers d'intérêt métropolitain.

4. CLIMAT SONORE

QC2V-10 La caractérisation du climat sonore initial (ici résiduel) n'a pas comme but d'établir les critères, mais plutôt d'établir la relation entre les variations du niveau de bruit et les activités se déroulant dans différents secteurs au cours d'une journée. Le MDDELCC demande donc que soit effectuée une caractérisation du climat sonore

initial s'étalant sur 24 heures en quelques points sensibles situés sur le pourtour du poste.

QC2V-11 Il est stipulé à la section 5.4.6.1 *Construction du poste et des lignes* que l'entrepreneur devra appliquer en tout temps les mesures d'atténuation courantes contenues dans la section 2 des *Clauses environnementales normalisées*. Les mesures proposées par Hydro-Québec ne mentionnent pas de niveau de bruit limite pour le jour ainsi que des termes correctifs associés à des nuisances accrues. Hydro-Québec doit préciser si les travaux de construction seront effectués selon les indications présentées dans le document *Limites et lignes directrices préconisées* par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs relativement aux niveaux sonores provenant d'un chantier de construction¹.

QC2V-12 La modélisation du climat sonore a été effectuée en considérant la majorité des équipements situés dans l'enceinte du poste Judith-Jasmin, soit ceux générant un bruit en continu. Les disjoncteurs qui émettent de temps à autre un bruit de type impulsion (bruit d'impact) auraient été exclus.

À la suite de l'analyse des courbes isophones affichées sur la carte 5-1, le MDDELCC est d'accord avec la conclusion tirée au Tableau 5-2 — *Bilan des impacts résiduels du projet* que l'importance de l'impact résiduel relié aux bruits produits par le poste et la nouvelle section de la ligne 7103 soit évaluée comme étant mineure. Tel que proposé, l'effet des bruits d'impacts émis par les disjoncteurs ne pourra être évalué que lors du programme de suivi.

QC2V-13 À la page 5-21, il est inscrit que : « La nouvelle section de la ligne 7103 ne s'approche pas à moins de 250 m d'une résidence. À cette distance, le bruit de la ligne sera d'au plus de 35 dBA par mauvais temps et moins de 20 dBA par beau temps ». On y rajoute que : « L'importance de l'impact résiduel de l'exploitation du poste et de la ligne 7103 sur l'ambiance sonore est jugée mineure. Aucune mesure d'atténuation courante n'est prévue ».

À l'intérieur du parc industriel de la 640-Côté-Est se trouve une affectation « Pôle récréo-commercial » qui se situe entre deux affectations « Industrielle ». Situé à environ 160 m de la nouvelle ligne à haute tension se trouve un établissement desservant une clientèle vulnérable (garderie pouvant accueillir jusqu'à 80 enfants). On y retrouve également un CÉGEP, un centre de formation professionnelle et un complexe sportif. Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) est préoccupé par le bruit potentiellement émis par la nouvelle ligne à 735 kV et qui pourrait possiblement perturber la quiétude de certains établissements présents dans l'aire d'affectation « Pôle récréo-commercial ». Dans l'ensemble des documents fournis par Hydro-Québec, nous retrouvons beaucoup d'information concernant le

¹ Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. *Limites et lignes directrices préconisées* par le ministère du Développement durable, de l'Environnement des Parcs relativement aux niveaux sonores provenant d'un chantier de construction (mise à jour de mars 2007)

bruit qui sera émis par le poste de transformation Judith-Jasmin, mais très peu concernant le bruit résiduel qui sera émis par la nouvelle ligne à haute tension.

À la question QCV-5 du document *Complément de l'étude d'impact sur l'environnement (variante du projet) – Réponse à la première série de questions transmises le 25 juillet 2014*, Hydro-Québec répond qu'il n'est pas nécessaire de réaliser des mesures du bruit résiduel dans le secteur du projet pour les raisons suivantes :

- Les habitations les plus proches du futur poste se situent en milieu agricole;
- Dans le secteur industriel adjacent au poste, un niveau acoustique d'évaluation maximal de 70 dBA est acceptable dans ce milieu.

Cependant, dans le cas présent, ce qui préoccupe davantage le MSSS n'est pas le bruit à proximité des habitations en milieu agricole ni des entreprises dans le secteur industriel, mais plutôt les établissements à l'intérieur de l'aire d'affectation « Pôle récréo-commercial ». Dans la situation actuelle, où près de 80 enfants font des siestes quotidiennement dans une garderie se situant à l'intérieur de cette zone, le niveau acoustique acceptable ne peut être identique au niveau acceptable pour les industries.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a établi la limite européenne du niveau de bruit nocturne extérieur, en moyenne annuelle, à 40 dBA dans son plus récent rapport publié en 2009. Cette directive protégerait le public, notamment les populations vulnérables telles que les enfants et les personnes âgées². Nous sommes d'avis qu'Hydro-Québec devrait limiter le bruit résiduel émis par la ligne 7103 (dans la portion qui traverse le secteur « Pôle récréo-commercial aux limites des établissements ciblés) à 40 dBA autant le jour que la nuit.

Le MSSS désire connaître l'intensité du bruit qui sera émis par la ligne à 735 kV et qui passera juste au nord du parc industriel de la 640-Côté-Est.

5. CHAMPS ÉLECTROMAGNÉTIQUES

QC2V-14 En ce qui a trait au rayonnement électromagnétique émis par la nouvelle ligne d'Hydro-Québec (7103), le comité³ scientifique sur les champs électromagnétiques (CÉM) recommande que tous les projets de nouvelles installations électriques pouvant avoir un impact sur la communauté fassent l'objet d'activités d'information et de consultation des citoyens concernés. Le sujet des CÉM est particulièrement sensible auprès de la population quand il est question d'enfants en très bas âge. En ce sens, un plan de communication d'Hydro-Québec concernant les connaissances actuelles sur les CÉM devrait tenir compte des clientèles ci-haut mentionnées.

² World Health Organization. (2009). *Night Noise Guidelines for Europe*. [En ligne] http://www.euro.who.int/_data/assets/pdf_file/0017/43316/E92845.pdf.

³ Comité constitué de divers professionnels provenant de : Directions régionales de santé publique, Institut national de santé publique du Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec.

6. FAUNE

QC2V-15 Les habitats du périmètre visé par le projet de poste et les équipements de transport d'énergie répondent aux critères de sélection de refuges fauniques en vertu de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune. Ils sont des milieux humides désignés d'importance nationale par le MDDELCC. Pour le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP), le territoire visé par le projet correspond à un écosystème prioritaire de la région. À ce jour, selon les informations reçues, il est difficile d'établir les pertes en termes de superficies de peuplements forestiers et de milieux humides (absence de fichiers de forme). Les valeurs combinées seraient inférieures à 40 ha.

Par ailleurs, ces grands espaces encore connectés avec les boisés des Basses-terres représentent un habitat refuge pour l'original dans le sud de la région. La Direction régionale, en collaboration avec le ministère de la Défense nationale (MDN), a réalisé un inventaire aérien en 2008. Un survol a aussi été réalisé en 2013. Ces habitats sont constitués de peuplements de feuillus intolérants (bouleaux et peupliers) et feuillus tolérants (érable à sucre) et de zones humides (tourbières, marais et marécage). Plusieurs cours d'eau coulent vers la rivière des Mille-Îles ou vers la rivière Mascouche. L'ensemble des observations et des relevés d'abattage depuis 2002 et même avant, confirme que ce secteur est utilisé régulièrement par l'original.

7. FLORE

QC2V-16 L'initiateur propose des mesures de mitigation advenant la découverte d'espèces floristiques menacées ou vulnérables ou susceptibles d'être ainsi désignées. Le MDDELCC considère ces mesures de mitigation adéquates, mais souligne que celles-ci pourraient être sujettes à des modifications selon les résultats des inventaires qui seront réalisés à l'été 2014 et au printemps 2015.

8. MESURES D'URGENCE

QC2V-17 L'initiateur doit fournir les plans préliminaires des mesures d'urgence prévues afin de réagir adéquatement en cas d'accident, dont un pour la période de construction du nouveau poste à Terrebonne et un autre pour la période d'exploitation tel que demandé à la section 5 de la directive. Le MSP souhaite que ces plans décrivent les différentes situations possibles ou probables et leurs conséquences tant sur le site qu'hors site, comme l'impact d'une explosion de transformateur, les effets sur la population d'un panache de fumée causé par un incendie, etc. L'initiateur devra prendre en compte les sinistres touchant un tiers qui peuvent avoir un effet sur ses installations. De plus, il devra préciser comment ce plan est arrimé avec les intervenants d'urgence externes, notamment ceux des services de sécurité incendie concernée.

9. MILIEUX BOISÉS ET HUMIDES

QC2V-18 Le MFFP précise que dans la ville de Terrebonne, où se situe la variante étudiée du projet, la présence des milieux naturels sur la superficie totale n'était que de 28 % en 2010 (Papasodoro, 2010). Étant donné le faible taux de couvert végétal dans lequel s'insère le projet, toutes les superficies boisées ont une grande valeur écologique, peu importe leur superficie, leur stade de développement et leur qualité (cf. Maintien des espaces boisés dans la plaine du Saint-Laurent (MRNF, 2012)). Ces espaces boisés servent, entre autres, de refuge à la flore et à la faune. De plus, ils remplissent de nombreuses fonctions écologiques, notamment la régulation du régime hydrique, le recyclage d'éléments nutritifs et la séquestration du carbone. La conservation des boisés résiduels, aussi petits soient-ils (haies, bandes boisées, îlots marginaux), y compris les friches et les plantations, revêt donc une très haute importance dans les Basses-terres du Saint-Laurent. Il est admis dans les milieux scientifiques que des taux d'occupation du sol en superficies forestières inférieurs à 50 % entraînent une fragmentation des habitats et, qu'à moins de 30 %, des pertes significatives de biodiversité sont observées.

QC2V-19 Le MFFP est d'avis que l'initiateur n'a pas pris en compte les considérations fauniques ou environnementales dans les critères de localisation du poste Judith-Jasmin. Selon ce ministère, le projet devrait être relocalisé afin de respecter les lignes directrices visant les municipalités des Basses-terres du Saint-Laurent à faible boisement, les actions déjà entreprises par ce ministère et les orientations gouvernementales en matière de biodiversité et de développement durable. Selon lui, il y a donc lieu d'envisager un parcours différent qui n'aura pas pour effet d'impacter un des rares boisés résiduels de la région, abritant déjà des activités d'agriculture intensive et une trame urbaine dense. Le MFFP offre tout le support nécessaire pour identifier des superficies correspondant à une variante acceptable pour les parties. Afin d'évaluer adéquatement toute autre variante au projet, l'initiateur devrait déposer une cartographie comportant des fichiers de forme de même qu'un tableau illustrant des descripteurs forestiers et écologiques (type de peuplement, type de milieu humide, présence de friche arbustive, appréciation de la valeur écologique, valeur pour la faune, etc.).

QC2V-20 Le MAMOT souhaite signaler son inquiétude quant à cette variante qui implique un empiètement plus important dans le couvert forestier des bois et corridors forestiers d'intérêt métropolitain. Le MAMOT salue toutefois l'engagement d'Hydro-Québec de compenser les pertes de superficies boisées. Si le projet se concrétise, il souhaite prendre part aux discussions entourant la compensation de la perte des milieux naturels.

QC2V-21 La Direction de l'écologie et de la conservation du MDDELCC a souligné la qualité du travail de cartographie, de caractérisation et de validation terrain réalisée dans le cadre de l'élaboration de l'étude d'impact. Par souci de cohésion et considérant que la construction du poste Judith-Jasmin occasionnera le remblai de milieux humides dans

un écosystème jugé prioritaire, il serait important que les limites de la cartographie soient validées sur le terrain et que les milieux humides impactés soient caractérisés suivant la même méthodologie que celle utilisée pour documenter le projet de ligne (Genivar, 2013).

QC2V-22 La Direction régionale de l'analyse et de l'expertise de Montréal, de Laval, de Lanaudière et des Laurentides du MDDELCC est d'avis qu'il est important de prendre en considération que le scénario 1 impliquerait la mise en place d'un troisième poste en moins de 5 ans au nord de l'autoroute 640 dans le territoire de la ville de Terrebonne. De plus, ce scénario pourrait entraîner la perte d'au moins 8,8 ha de milieux humides dans un écosystème prioritaire, soit les Terres humides de la Défense Nationale, ce qui s'ajouterait au 3,66 ha de milieux humides remblayés lors de la mise en place du poste Pierre-Le Gardeur, situé lui aussi dans un écosystème prioritaire, soit le Ruisseau Saint-Charles.

Il en va de même pour les pertes de superficies boisées. Le scénario 1 occasionnerait la perte de 21,3 ha de boisés qui s'ajoute aux 11 ha perdus pour le poste Pierre-Le Gardeur, le tout dans une MRC de moins de 30 % de superficie boisée située dans les Basses-terres du Saint-Laurent.

QC2V-23 En lien avec le bouclage de la ligne à 735 kV et celle à 120 kV (circuit 7046) au poste Judith-Jasmin, veuillez préciser si les travaux concernant l'installation et le démantèlement des pylônes seraient situés dans des milieux humides.

QC2V-24 Hydro-Québec précise, à la réponse QCV-1, que la caractérisation des milieux humides qui permettra de valider la photo-interprétation sera réalisée à la fin du mois d'août 2014. À cet effet, le bilan des pertes de milieux humides et de milieux boisés, tant pour les lignes que pour le poste, devrait être fourni au MDDELCC avant la fin du mois de septembre dans la mesure du possible.

QC2V-25 En se référant aux sections 5.3.1 et 5.3.3, la perte de couvert végétal (peuplements forestiers et milieux humides) dans un écosystème prioritaire localisé dans une MRC de moins de 30 % de superficie boisée située dans les Basses-terres du Saint-Laurent est jugée d'importance élevée par le MDDELCC.

De plus, l'aménagement d'un fossé autour du poste pourrait avoir des conséquences irréversibles sur les milieux humides situés à proximité. À cet effet, une étude devra être réalisée afin de décrire ce phénomène. Cette superficie de milieux humides affectée par l'aménagement du fossé devra être ajoutée à la perte de 8,8 ha de milieux humides envisagés par la construction du poste et de ses lignes.

QC2V-26 Pouvez-vous préciser la perte totale de couvert boisé? Le document fait référence à deux valeurs, 21,3 ha et 20,46 ha.

10. SÉQUENCE D'ATTÉNUATION

QC2V-27 Le nouvel emplacement choisi pour implanter le poste Judith-Jasmin affecte un écosystème prioritaire qui subit une grande pression de développement et un boisé considéré d'intérêt pour la Communauté métropolitaine de Montréal. La variante proposée semble occasionner des impacts de plus grande importance sur ces deux éléments. Les propositions de compensation de ces impacts devront être bien documentées. Ainsi, les grandes lignes des mesures de compensations qui seront proposées devraient être établies le plus tôt possible dans le processus d'analyse. Le plan de compensation doit permettre d'évaluer la pertinence des compensations proposées et de quelle manière elles permettront d'équilibrer la perte de superficie et de fonctions écologiques pour l'écosystème impacté ou sur un site limitrophe.

QC2V-28 En se référant aux sections 1.4.2 et 1.4.3, le MDDELCC indique que pour tout projet prévu dans des milieux humides, il faut utiliser la séquence d'atténuation « éviter, minimiser et compenser ». Cette séquence est un processus par étape dont l'objectif est de réduire les dommages causés à l'environnement par celui-ci en proposant des solutions de rechange. Hydro-Québec doit démontrer qu'elle a appliqué la séquence d'atténuation « éviter - minimiser » dans le choix des différents scénarios présentés, avant d'en arriver à la compensation.

À cet effet, pour le scénario 1, Hydro-Québec devrait envisager la possibilité de construire le poste Judith-Jasmin légèrement à l'est de la position retenue afin d'éviter l'empiètement dans les milieux humides et boisés.

QC2V-29 En se référant à la section 4.1, il serait important d'ajouter parmi les critères de localisation énumérés :

- rechercher un emplacement n'entraînant pas la perte de milieux naturels lorsque les travaux doivent être réalisés dans des MRC ayant moins de 30 % de superficie boisée;
- rechercher un emplacement qui tiendra compte des efforts de conservation mis en place par les différents ministères (par exemple, plan de conservation, écosystèmes prioritaires, refuges fauniques, etc.).

QC2V-30 En raison des nombreux impacts environnementaux qu'engendrerait la construction du poste Judith-Jasmin dans l'écosystème prioritaire des Terres humides de la Défense nationale, la Direction régionale de l'analyse et de l'expertise de Montréal, de Laval, de Lanaudière et des Laurentides du MDDELCC est d'avis qu'Hydro-Québec devrait avoir comme objectif d'éviter complètement l'empiètement dans cet écosystème de grande importance à l'échelle régionale.

11. DIVERS

QC2V-31 Hydro-Québec nous informe qu'elle met actuellement de l'avant un programme de participation du public afin de consulter l'ensemble des publics intéressés par son intention de procéder à la construction du nouveau poste Judith-Jasmin. À cet égard, nous notons qu'aucun ministère ne figure sur la liste des publics ciblés. Considérant que cette variante n'a été soumise à aucune consultation, est-ce que vous pouvez préciser les critères qui ont permis d'élaborer la liste des principaux acteurs qui seront consultés?

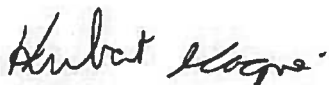
QC2V-32 Dans le cas où l'initiateur s'adresserait au ministère de la Défense nationale pour la cession d'une partie du terrain, le processus de mise en disposition fédéral prévoit que le terrain est d'abord offert au gouvernement du Québec. Les autorités gouvernementales concernées pourraient alors exprimer le souhait d'acquérir ce secteur afin d'atteindre les objectifs reliés à la conservation des écosystèmes prioritaires de Lanaudière.



Marie-Eve Fortin, Biologiste, M. Environnement

Chargée de projets

Direction de l'évaluation environnementale des projets terrestres



Hubert Gagné, M.Sc. Géogr.

Analyste

Direction de l'évaluation environnementale des projets terrestres

100

100